

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUVALIS

La Galinière- RD7N 13790 Chateauneuf-le-Rouge
13790 Châteauneuf-le-Rouge

Références : E/25- 2081
Code AIOT : 0006516810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2025 dans l'établissement AUVALIS implanté RD 406 - RD 231 ZAC du Couternois, Lot ACb 77700 Serris. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVALIS
- RD 406 - RD 231 ZAC du Couternois, Lot ACb 77700 Serris
- Code AIOT : 0006516810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement AUVALIS est implanté dans la Z.A.C. du Couternois, sur le territoire de la commune de SERRIS. Le terrain représente une surface de 128.375 m² dont 6 000 m² sont couverts.

Cet entrepôt est dédié au stockage, au conditionnement et à la logistique de produits alimentaires, alcools de bouche, matières plastiques, produits manufacturés divers, de produits dangereux pour l'environnement (eau de javel), de bombes aérosol et de produits solides facilement inflammables. Elle emploie 200 salariés sur le site de SERRIS.

L'établissement AUVALIS dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018.

Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est « seveso seuil bas ».

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Détection de fumée	AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte	1 mois
5	Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 7.8.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Détection de gaz du local chaufferie	AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Extincteurs	AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de faire le point sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/005 du 14 mars 2025.

L'exploitant a pu démontrer le respect de 3 des 4 points visés dans l'arrêté susvisé mais le point relatif au bon fonctionnement du report d'alarme, associé à la détection de fumée, au poste de garde n'a pas fait l'objet d'une mise en conformité. Ce point fait l'objet d'une proposition d'astreinte administrative journalière au préfet de Seine-et-Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée :

La société AUVALIS, dont le siège est situé La Galinière - RD7N à Châteu-Neuf-Le-Rouge (13 790), pour son site ZAC de Courtenois à Serris (77 700), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018 en respectant les quantités maximales imposées pour chaque rubrique ;

(...)

Constats :

Non-conformité n°1 de l'inspection du 28 juin 2021 : "L'exploitant ne respecte pas les limites imposées par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/I/018 du 18 mars 2014 modifié par l'arrêté préfectoral n°2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018."

L'exploitant a fourni post-inspection un porter à connaissance dont l'objet est l'actualisation des rubriques ICPE de son installation. Le porter à connaissance n'a cependant pas été instruit et le référentiel lors de l'inspection reste l'application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2018.

Les quantités de produits stockés, classés par rubriques ICPE, et mentionnées dans l'état des stocks du jour présenté en séance ne présentaient pas de dépassement par rapport aux valeurs autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2018.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 28 juin 2021 est levée. Le premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/005 du 14 mars 2025 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite, Levée de mise en demeure

N° 2 : Détection de gaz du local chaufferie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz du local chaufferie

Prescription contrôlée :

La société AUVALIS, dont le siège est situé La Galinière - RD7N à Châteu-Neuf-Le-Rouge (13 790), pour son site ZAC de Courtenois à Serris (77 700), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

(...)

- l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 en réalisant la vérification annuelle du système de détection de gaz du local chaufferie ;

(...)

Constats :

Non-conformité n°20230416-2 de l'inspection du 16 avril 2023 : L'exploitant ne réalise pas les vérifications annuelles du système de détection de gaz du local chaufferie.
Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Le rapport d'intervention du 07 janvier 2025 a été présenté en séance mentionnant le contrôle réglementaire du système de détection de gaz du local chaufferie.
Ce rapport n'appelle pas de remarque particulière.

→ La non-conformité n°20230416-2 de l'inspection du 16 avril 2023 est levée. Le 3e alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/005 du 14 mars 2025 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite, Levée de mise en demeure

N° 3 : Extincteurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

La société AUVALIS, dont le siège est situé La Galinière - RD7N à Châteu-Neuf-Le-Rouge (13 790), pour son site ZAC de Courtenois à Serris (77 700), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

(...)

- l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 en réalisant le contrôle annuel des extincteurs.

Constats :

Non-conformité n°20240416-3 du 16 avril 2024 : L'exploitant ne réalise pas l'entretien annuel réglementaire des extincteurs.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle des extincteurs du 28 mars 2025. Ce rapport n'appelle pas de remarque particulière.

La visite de terrain a permis de confirmer le passage d'une société de contrôle via la présence de marquages datés sur les extincteurs contrôlés.

→ La non-conformité n°20240416-3 du 16 avril 2024 est levée. Le dernier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/005 du 14 mars 2025 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite, Levée de mise en demeure

N° 4 : Détection de fumée

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/03/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection de fumée au poste de garde

Prescription contrôlée :

La société AUVALIS, dont le siège est situé La Galinière - RD7N à Châteu-Neuf-le-Rouge (13 790), pour son site ZAC de Courtenois à Serris (77 700), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

(...)

- l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 en s'assurant du

bon fonctionnement du report d'alarme relatif à la détection de fumée au poste de garde ;
(...)

Constats :

Non-conformité n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 : "Le locataire n'avait pas connaissance du dérangement de la détection de fumée, aussi l'exploitant ne le savait pas non plus, ce qui constitue une non-conformité à l'article 78.2 de l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014."

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra engager des actions correctives afin de s'assurer du bon fonctionnement du report d'alarme relatif à la détection de fumée au poste de garde.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

L'exploitant a transmis à l'Inspection diverses factures liées à l'entretien de son système de détection de fumée.

Cependant la visite du site a mis en évidence des défauts persistants. En particulier, le voyant hors service du report d'alarme au poste de garde reste allumé.

L'exploitant précise que la défaillance de l'un des détecteurs ne signifie pas la défaillance de l'ensemble du système de détection.

Il précise également, qu'en parallèle du réseau de détection de fumée, le système du réseau de sprinkler composé de 200 points de détections reste indépendant.

Cette redondance assure selon lui la compensation des défaillances individuelles des détecteurs de fumées.

Enfin l'exploitant indique que le système de détection de fumée est assez sensible et que les pannes des lignes de détection se succèdent bien que maintenues régulièrement et il indique qu'un système de télésurveillance existe également.

Cependant le jour de l'inspection, tout comme lors des 2 précédentes visites, la visite de terrain a mis en évidence des défauts persistants sur le report de la ligne de détection fumée.

En sus, des défauts sur le système de report d'alarme associé au système de sprinklage étaient également présents ce jour-là. Ce sujet est traité dans la fiche de constat suivante.

La non-résolution de l'ensemble des non-conformités identifiées lors des opérations de maintenance reste problématique et, bien que des pannes peuvent survenir durant la durée de vie des équipements, une remise en état complète de ces détecteurs de fumées n'a jamais pu être constatée.

L'exploitant a demandé le passage de son prestataire qui est prévu le 13 août 2025. Les actions correctives prévues devraient permettre la remise en état du système de détection de fumées.

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 n'est pas levée.

Le second alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° du 14 mars 2025 n'est pas respectée.

Ce point fait l'objet d'une proposition d'astreinte administrative journalière, de 150 € avec sursis à exécution d'un mois, au préfet de Seine-et-Marne.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme au poste de garde
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none"> d'une installation de détection et d'extinction automatique, de type sprinkler, appropriée aux stockages qui doit être conçue, installée et entretenue conformément à un référentiel reconnu et en adéquation avec les dangers présentés par les matières stockées. Cette installation comprend : <ul style="list-style-type: none"> un local équipé de pompes autonomes en charge à démarrage automatique ; une armoire d'alarme avec renvoi au poste de garde. <p>(...)</p>
Constats : Le jour de l'inspection, en parallèle des défauts sur les détecteurs de fumée, des défauts sur le système de report d'alarme associé au système de sprinklage étaient également présents au poste de garde. L'exploitant a indiqué avoir demandé le passage de son prestataire pour la résolution des défauts associés à ces alarmes et attendait le passage du prestataire. Suite n°20250804-1 : L'installation de détection et d'extinction automatique, de type sprinkler, n'est pas entretenue conformément à un référentiel reconnu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois